

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/95

25 mars 1998

(98-1182)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS

Questions posées par les Communautés européennes et leurs Etats Membres

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat, dans une communication datée du 23 mars 1998, les questions ci-après posées par les Communautés européennes et leurs Etats membres à la Pologne.

QUESTIONS POSEES A LA POLOGNE

1. Nous croyons savoir que la Loi polonaise sur le droit d'auteur et les droits voisins (la "Loi") accorde aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion polonais des droits dont ne jouissent pas les artistes interprètes ou exécutants, producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion étrangers. Si tel est le cas, la Pologne pourrait-elle expliquer comment la Loi respecte les dispositions de l'article 3, conjuguées à celles des articles 65:3 et 65:2 de l'Accord sur les ADPIC?
2. L'article 126 dispose que la Loi s'applique, entre autres choses, aux phonogrammes qui ont été produits au cours des 20 années ayant précédé son entrée en vigueur. Il semblerait donc que les enregistrements antérieurs à 1974, qui ne sont pas encore tombés dans le domaine public suite à l'expiration de leur durée de protection, ne sont pas protégés en vertu de la Loi. Si tel est le cas, la Pologne pourrait-elle expliquer comment l'article 126 respecte les dispositions de l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC, conjuguées à celles de l'article 18 de la Convention de Berne?
3. L'article 124.3 de la Loi dispose que "le détenteur d'un programme d'ordinateur créé avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente Loi et protégé aux termes de l'alinéa 1 ne peut être tenu pour responsable des atteintes portées au droit d'auteur avant ce jour". Le gouvernement polonais pourrait-il fournir des précisions sur la signification et la portée de cette disposition?
4. En vertu de l'article 21 de la Loi, "les organismes publics de radio et de télévision sont autorisés à diffuser des oeuvres publiées autres que les films de fiction, y compris les séries à épisodes". Comment cette disposition est-elle conforme aux dispositions de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC conjuguées à celles de l'article 11*bis* de la Convention de Berne, aux termes desquelles les "auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la radiodiffusion de leurs oeuvres ou la communication publique de ces oeuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images"?

./.

5. En vertu de l'article 31 de la Loi, "il est permis de représenter ou d'exécuter publiquement des oeuvres littéraires et musicales, accompagnées ou non de paroles, publiées, à condition qu'il n'en soit tiré aucun avantage matériel". Cette disposition s'applique, entre autres choses, aux "... événements accessibles au public ...". Veuillez préciser comment est interprétée cette disposition, en particulier dans le contexte de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC qui prévoit que les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits seront restreintes à certains cas spéciaux "qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit".

6. Veuillez indiquer si et comment la législation polonaise sur le droit d'auteur met en oeuvre les dispositions de l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas des oeuvres cinématographiques.

7. Veuillez également préciser comment la législation polonaise sur le droit d'auteur assure la protection des oeuvres anonymes et pseudonymes.

8. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les producteurs de phonogrammes jouiront du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Veuillez indiquer si et comment les dispositions de la Loi permettent de satisfaire à cette obligation.
